

Zeichen zur Lösung des tatsächlich bestehenden Drogenproblems sein. In der Kommission wurde lange darüber beraten, welchen Beitrag die Kommission und das Parlament leisten können. Wir sind zum Schluss gekommen, dass der Kommission das nötige Wissen sowie die Kenntnisse fehlen, um die ganze Problematik beleuchten zu können. Unsere Kommission hat vor allem Petitionen zu beurteilen; wir sind keine Fachkommission, welche sich in diese ganze Problematik einleben könnte. Wir stehen immer vor dem gleichen Problem, weil die durch die zahlreichen Gesuche entstehenden Problemstellungen sehr weitgefächert sind. Uns ist vor allem die Aufgabe gestellt, eine rechtliche Beurteilung der Gesuche vorzunehmen.

In der Kommission wurde ebenfalls darüber diskutiert, ob wir einen Bericht über das Drogenproblem anfordern sollen oder ob wir die Schaffung einer speziellen Kommission verlangen sollten oder ob sogar direkt die Revision des Betäubungsmittelgesetzes postuliert werden soll.

Auch hier haben wir festgestellt, dass wir keinen einstimmigen Vorschlag machten, der sich auf das notwendige Wissen und auf eine einheitliche Lagebeurteilung stützen könnte. Wir haben nach langer, reiflicher Überlegung beschlossen, nicht selber aktiv zu werden. Die Kommission ist jedoch der Auffassung, dass sowohl die Bundesbehörden als auch die Kantonsbehörden eine generelle Lagebeurteilung vornehmen sollten. Ich glaube, sie tun das auch. Die Behörden sind permanent daran, sich zu überlegen, wie sie dieser Geissel unseres Jahrzehntes begegnen könnten.

Ich muss nochmals darauf aufmerksam machen, dass die Amnestie kein taugliches Mittel dazu ist. Sie alle haben die Möglichkeit, selber ein Postulat oder eine Motion einzureichen. Das wäre der saubere Weg, wenn Sie in diesem Gebiet aktiv werden möchten.

Aus diesem Grunde bitte ich Sie, das Amnestiebegehren abzulehnen.

M. Eggly-Genève, rapporteur: Il est évident que ce sujet nécessite qu'on en discute et qu'on y réfléchisse beaucoup et il était tout à fait prévisible qu'il y aurait un débat à ce propos.

On ne peut pas dire, Monsieur Braunschweig, que la commission ne se soit pas préoccupée de ce problème du trafic de la drogue et de la situation des jeunes qui en sont victimes. Si vous le prétendez, c'est que vous n'avez pas lu le point 4 où la Commission des pétitions a fait état de ses préoccupations à cet égard. Ce que la commission a estimé, c'est que ce n'est pas une mesure ponctuelle, telle que l'amnistie, qui allait apporter la moindre solution à cet égard. Mme Fetz, qui critique la loi, nous a d'ailleurs rappelé qu'elle a déposé une motion sur ce sujet. Par conséquent, le Conseil fédéral est obligé d'étudier ce problème. Il devra, soit faire des propositions allant dans le sens préconisé par Mme Fetz, soit dire pourquoi il ne veut pas d'une libéralisation du trafic, en liaison avec la consommation de certaines drogues. Toute cette question des drogues licites et illicites devra être examinée.

Je répondrai également à M. Günter qu'on ne voit pas l'utilité de renvoyer cette demande d'amnistie à la Commission des pétitions car les interrogations qu'il soulève sur toute la problématique posée par le trafic et la consommation de drogue sont toutes évoquées par la Commission des pétitions. M. Nauer nous dit qu'il faut réfléchir à la situation des jeunes, que ce n'est pas en punissant qu'on résoudra le problème des jeunes en situation de détresse. Nous sommes tout à fait d'accord, Monsieur Nauer, mais ce n'est pas non plus avec cette mesure ponctuelle d'une amnistie qu'on résoudra quoi que ce soit. Mme Uchtenhagen nous l'a d'ailleurs parfaitement exposé tout à l'heure: l'amnistie n'est certainement pas la mesure adéquate et ce n'est pas parce que 3 à 4000 détenus toxicomanes seraient libérés que quelque chose changerait. Mme Uchtenhagen nous annonce une proposition quant à une révision du code pénal, cela semble être son intention. Eh bien, nous attendons et nous verrons s'il y a lieu, là aussi, d'envisager, dans certains secteurs, une décriminalisation. C'est un débat qui

sera intéressant. Je ne crois pas que le signe qui serait donné par l'amnistie apporterait quelque chose.

Madame Pitteloud, nous sommes d'accord, aucune solution n'a encore été trouvée pour empêcher ce terrible trafic de drogue, mais il n'est pas sûr que la décriminalisation de ce trafic permette de – passez-moi cette expression – «prendre les gros poissons». Ce qu'il faudrait, c'est frapper à la source, c'est frapper les gros trafiquants afin que de tels produits ne soient pas à disposition.

On demande un signe, mais ce ne serait pas un bon signe que d'aller dans le sens d'une amnistie. Par conséquent, il ne faut pas accepter la proposition d'amnistie, et je ne vois pas comment, dans le même esprit, on apporterait quelque chose par le renvoi du problème à la commission.

Pour conclure, je vous rappelle que l'Association des intervenants en toxicomanie demande d'amnistier entièrement tous les délinquants toxicomanes qui, au moment de l'amnistie, font l'objet d'une plainte ou d'une procédure pénale. La commission, je vous le rappelle, a souligné que la portée de cette demande est trop grande. Le critère selon lequel ne sont exclus de l'amnistie que les délinquants jugés uniquement pour trafic de drogue montre déjà ce caractère général. Les délinquants condamnés principalement pour trafic de drogue bénéficieraient eux aussi de l'amnistie en même temps que des délinquants qui sont condamnés essentiellement pour d'autres délits. D'autre part, la mesure ponctuelle qui est demandée ne résoudrait rien du tout. Enfin, si vous avez lu le rapport, au point 4, vous aurez constaté encore une fois que la commission évoque ces préoccupations. Elle demande au Conseil fédéral de préparer un rapport complet au sujet de ce problème du trafic de drogue. Par conséquent, je ne crois pas qu'un postulat qu'elle aurait pu déposer serait plus fort que ce point 4 du rapport. Voilà pourquoi, malgré la pertinence peut-être de certains arguments avancés, la Commission des pétitions considère que les conditions pour envisager une demande d'amnistie ne sont pas remplies, que cela ne correspond pas à l'esprit de l'amnistie. Aussi vous propose-t-elle de ne pas donner suite à la pétition et de ne pas accepter les demandes de renvoi déposées qui n'apporteraient rien de plus.

Le président: Nous pouvons passer à la décision. Je vous propose la procédure suivante: tout d'abord nous opposerons les deux propositions de renvoi de MM. Günter et Braunschweig. Dans un deuxième vote, le résultat sera opposé à la proposition de Mme Fetz. Enfin, le résultat du deuxième vote sera opposé à la proposition de la commission.

Abstimmung – Vote

Erste Eventualabstimmung – Premier vote préliminaire

Für den Antrag Braunschweig	25 Stimmen
Für den Antrag Günter	18 Stimmen

Zweite Eventualabstimmung – Deuxième vote préliminaire

Für den Antrag Braunschweig	24 Stimmen
Für den Antrag Fetz	10 Stimmen

Définitiv – Définitivement

Für den Antrag der Kommission	78 Stimmen
Für den Antrag Braunschweig	33 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

86.252

Pétition Anti-Apartheid-Bewegung.

Südafrika. Auch die Schweiz muss handeln

Pétition Mouvement anti-apartheid.

Afrique du sud. «La Suisse aussi doit agir»

Herr **Steinegger** unterbreitet im Namen der Petitions- und Gewährleistungskommission den folgenden schriftlichen Bericht:

1. Am 24. September 1985 reichte die Anti-Apartheid-Bewegung der Schweiz eine Petition ein. Damit fordern 17 454 Personen Bundesrat und Parlament auf, in der Südafrika-Politik des Bundes folgende Massnahmen vorzusehen:

- keine weiteren schweizerischen Kredite für die südafrikanische Regierung und die parastaatlichen Organisationen
- keine Einfuhr von Krügerrand-Goldmünzen
- keinen Verkauf von Computer- und nukleartechnologischem Material oder von Patenten an Südafrika
- Aufhebung der Flüge der Swissair nach Südafrika und keine Landrechte für die South African Airways in der Schweiz.

Diese Massnahmen sind nach Meinung der Petenten aufrechtzuerhalten, bis Südafrika ernsthafte Schritte zur Abschaffung der Apartheid unternommen hat, wie

- das Gespräch über eine Machtteilung mit den Führern der Schwarzen aufnimmt und alle politischen Gefangenen freilässt;
- Südafrikanern aller Rassen das gleiche Bürgerrecht verleiht;
- jeder Südafrikaner das Recht hat, zu wohnen, zu arbeiten und Land zu erwerben, wo er will;
- Menschen aller Rassen ein einheitliches Erziehungssystem erhalten.

2. Die Petitions- und Gewährleistungskommission befasste sich am 14. Oktober 1985 mit der Petition der Anti-Apartheid-Bewegung. Sie beschloss, diese Eingabe dem Bundesrat zu überweisen, damit er bei der Beantwortung der Interpellationen der Fraktion der PdA/PSA/POCH (85.532) und der sozialdemokratischen Fraktion (85.540) dazu Stellung nehmen kann.

Die Kommission ersuchte die Fraktionspräsidenten, die Petition mit den erwähnten Interpellationen zu traktandieren.

3. Die Petition wird im Rat im Zusammenhang mit den Vorstössen gleichen Inhalts diskutiert.

Antrag der Kommission

Aus diesem Grund beantragt die Petitions- und Gewährleistungskommission, die Petition abzuschreiben.

Antrag Rechsteiner

Die Petition sei als Motion dem Bundesrat zu überweisen.

Proposition de la commission

Pour ce motif, la commission propose de classer la pétition.

Proposition Rechsteiner

Transmettre la pétition au Conseil fédéral sous forme de motion.

Rechsteiner: Es sind noch kaum 50 Jahre her, seit in unserem nördlichen Nachbarland ein Regime an der Macht war, das auf der Lehre von der Ueberlegenheit des sogenannten arischen Menschen und der rassischen Minderwertigkeit der Juden, Zigeuner und anderer als Untermenschen qualifizierter Völker beruhte. Wir wissen, mit welchen Folgen.

Aber noch heute gibt es einen Staat, der die Lehre von der Ueberlegenheit der Weissen und die systematische Diskriminierung der Menschen mit anderer Hautfarbe in der Verfassung verankert hat. Das Land heisst Südafrika, das System Apartheid. Vier Millionen Weisse herrschen über 24 Millionen Menschen zweiter Klasse, zu deren Unterdrückung mehr als 200 Sondergesetze erlassen worden sind. Von den politischen Rechten, den Grundrechten, bleiben sie ausgeschlossen. Sie sind gezwungen, in eng umgrenzten, unfruchtbaren Ghettos, «Homelands» und «Townships» genannt, zusammengepfercht zu leben. Die weissen Herren haben ihren Staat, den sie nur noch mit brutaler Gewalt aufrechterhalten können, zum Polizei- und Militärstaat hochgerüstet. Jede kritische Berichterstattung ist verboten. Zehntausende von Menschen, darunter Hunderte von Kindern unter 16 Jahren, sind in Gefängnissen eingesperrt und sollen auch auf Weihnachten nicht freigelassen werden. Trauerfeiern für Schwarze, die von der Polizei ermordet worden sind, sind untersagt worden. Der Terrorismus des

Regimes, das ein ganzes Land, Namibia, widerrechtlich besetzt hält, richtet sich nicht nur gegen die eigene Bevölkerungsmehrheit, sondern auch gegen die Nachbarstaaten, die rücksichtslos militärisch, wirtschaftlich und politisch destabilisiert werden.

Die Haltung der Schweiz diesem menschen- und menschenrechtsverachtenden Regime gegenüber ist, zurückhaltend ausgedrückt, zwiespältig, wie das im übrigen auch wieder einmal aus den Erklärungen des EDA im Zusammenhang mit der Entführung von Corinne Bischof und Daniel Schneider hervorgegangen ist, die Schweiz betonte nämlich, dass dieser Vorfall die guten Beziehungen mit Südafrika – ich unterstreiche den Ausdruck «gute Beziehungen mit Südafrika» – gefährden könnte. Auf der rein verbalen Ebene hat der Bundesrat zwar wiederholt erklärt, dass er das System der Apartheid verurteile. Gleichzeitig vertrat er jedoch immer die Auffassung, eine Aenderung der südafrikanischen Rassenpolitik könne nur im direkten, «mit der erforderlichen Ueberzeugungskraft geführten Gespräch» auf diplomatischem Weg herbeigeführt werden.

Als der Bundesrat im Sommer im Rahmen einer Interpellation gefragt wurde, ob er sich bewusst sei, dass sich die Schweiz mit dieser Harmlosigkeit und Blauäugigkeit in Südafrika nur lächerlich mache, beeilte er sich, im Brustton der Ueberzeugung zu erklären, dass das EDA in seinen Gesprächskontakten mit der südafrikanischen Regierung hat feststellen können, «dass die von der Schweiz gegenüber Südafrika eingenommene Haltung ernstgenommen und akzeptiert wird». Wie sehr die Haltung der Schweiz durch die südafrikanische Regierung akzeptiert und wie ernst die Schweiz genommen wird, wenn es ihr tatsächlich darum geht, die Apartheid zu beseitigen, davon kann sich tagtäglich jedermann selber überzeugen: nämlich überhaupt nicht! Im Gegenteil: Willkür und Repression dieses Regimes nehmen immer zu. Von Ernstnehmen und Akzeptieren könnte nur dann die Rede sein, wenn die Schweiz das Apartheid-Regime im Grunde genommen billigt.

Genau das muss sich die offizielle Schweiz durch die sensibilisierte Weltöffentlichkeit zunehmend vorwerfen lassen, nämlich, dass sie das südafrikanische Regime unterstützt und billigt, wenn nicht durch Worte, so doch um so mehr durch Taten.

Wenn das Engagement der Schweizer Banken gegenüber Südafrika in den letzten Jahren geradezu sprunghaft zugenommen hat – von 1,4 Milliarden 1981 auf 4,6 Milliarden 1984 beispielsweise –, obwohl gegen aussen scheinheilig noch von der Einhaltung des Courant normal – das ist das Niveau des herkömmlichen Kapitalflusses – gesprochen wird, bedeutet das in der Praxis nichts anderes als eine Parteinahme, eine massive Unterstützung des Apartheid-Regimes. Wenn der Schweizer Regierungsvertreter an der Konferenz der Internationalen Arbeitsorganisation allein auf weiter Flur gegen Sanktionen kämpft; wenn Staatssekretär Brunner sich vor den Botschaftern gegen Sanktionen überhaupt ausspricht und vor dem Risiko warnt, durch die Abschaffung der Apartheid «um des Prinzips willen» ein politisches und wirtschaftliches Chaos im südlichen Afrika zu provozieren; wenn der neue Direktor des Bawi, Staatssekretär Blankart, öffentlich Sanktionen als politisch generell untaugliches Mittel bezeichnet; wenn Rudolf Rometsch noch im September dieses Jahres offiziell eine Konferenz der Atomenergiebehörde Südafrikas eröffnet und der Bundesrat in diesem Zusammenhang auf den privatrechtlichen Status der Nagra verweist, obwohl er sonst nicht müde wird, die wichtige öffentliche Aufgabe dieser Institution zu betonen, und wenn schliesslich alt Nationalbankpräsident Leutwiler die für Südafrika überlebensnotwendigen Umschuldungsverhandlungen durchführt und der Bundesrat im Unterschied zu Herrn Leutwiler selber nicht sehen will, dass dieser weder für Südafrika noch für die Weltöffentlichkeit einfach ein beliebiger Privatmann ist, dann gehört die Schweiz nicht nur in vorderster Linie zur Anti-Sanktionen-Lobby im Interesse der südafrikanischen Regierung, sondern ist auch gleichzeitig eine elementare wirtschaftliche und politische Stütze des Apartheid-Regimes.

Dies widerspricht zunächst dem Grundsatz der Neutralität, einer Säule unserer Aussenpolitik. Heute haben fast alle Staaten der Welt und insbesondere alle Staaten Europas mehr oder weniger weitreichende Wirtschaftssanktionen in Kraft gesetzt – nach einer Liste der Johannesburger Wirtschaftszeitung «Business Day» stehen nur noch die beiden Rechtsaussen-Staaten Israel und Taiwan zusammen mit der Schweiz im Abseits. Die Schweiz aber verletzt die Neutralität zugunsten des Apartheid-Regimes, wenn sie Sanktionen generell ablehnt, national und in internationalen Foren gegen Sanktionen kämpft und sich sogar heute weigert, die Mindestmassnahmen zur Vermeidung von Umgehungsgeschäften zu treffen, obschon der Weltöffentlichkeit bekannt ist, dass nach dem Inkrafttreten der neuen amerikanischen Sanktionen ein wesentlicher Teil der von den amerikanischen Banken abgezogenen 5 Milliarden Dollars aus dem öffentlichen Sektor Südafrikas auf Schweizer Banken deponiert werden sollen, dass die Umgehungsgeschäfte im Erdölbereich wesentlich über Marc Rich in Zug organisiert werden oder dass Botha nach der Aufhebung der Landrechte für die südafrikanische Fluggesellschaft erklärt hat, jetzt über Europa und insbesondere über die Schweiz fliegen zu wollen, um nur wenige Beispiele zu erwähnen.

Verletzt ist aber nicht nur der Grundsatz der Neutralität. Verletzt ist noch viel mehr der aussenpolitische Grundsatz der Solidarität. Der Berner Professor Walter Kälin hat kürzlich in einem sehr bemerkenswerten Referat zu den Verfassungsgrundsätzen der Schweizer Aussenpolitik dargelegt, dass der Maxime der Solidarität eine wesentliche, selbständige Bedeutung zukommen müsse und dass auch unsere Aussenpolitik grundrechtsbezogen sein müsse. Grundsätzlich finden Interventionen eines Landes und der Schweiz zwar ihre Schranken am völkerrechtlichen Einmischungsverbot. Dieses gilt jedoch dann nicht mehr, wenn eine schwere und systematische Verletzung fundamentaler Menschenrechte stattfindet.

Zu diesen Verletzungen in einem Kernbereich von Grundrechten, bei denen das Einmischungsverbot nicht gilt, gehören das Verbot des Völkermordes, das der Sklaverei und das der Rassendiskriminierung, darunter die Apartheid. Aber nicht nur diese Verfassungsgrundsätze sprechen für die Ergreifung von Sanktionen durch die Schweiz und damit für die Forderungen der Petition, sondern auch immer mehr Menschen in unserem Land sehen, dass die Schweiz nicht mehr abseits stehen darf. Sanktionen werden heute nicht mehr nur durch die Parteien der Linken und den Gewerkschaftsbund gefordert, sondern auch durch die Kirchen. Auf protestantischer Seite unterstützt der Weltkirchenrat heute offiziell den Kampf des ANC. Auf katholischer Seite kann z. B. auf die hervorragende Broschüre der «Justitia et Pax» unter dem Titel «Unsere Verantwortung für Südafrika» verwiesen werden, deren Lektüre jedem CVP-Parlamentarier und jeder CVP-Parlamentarierin ans Herz zu legen ist. Selbst die «NZZ» hat nach langem Zögern begonnen, sich vom Apartheid-Regime abzusetzen und «unzweideutige Zeichen an die Adresse der Regierung Botha» zu fordern, wohl wissend, dass die Tage des Regimes auf kurz oder lang gezählt sind.

Wenn der Bundesrat und wenn die Profiteure seiner Politik in unserem Land – und das sind in erster Linie die Grossbanken – von diesen klaren und unmissverständlichen Zeichen noch immer nichts wissen wollen, dann ist dies nicht einfach nur vom Gesichtspunkt der Menschenrechte eher unerträglich, sondern es widerspricht auch dem wohlverstandenen Landesinteresse. Im Landesinteresse – und dieses Interesse ist nicht deckungsgleich mit demjenigen der Grossbanken – kann es nämlich nicht liegen, gegenüber der Weltöffentlichkeit immer mehr den Eindruck zu erwecken, zu den ganz wenigen verbleibenden wirtschaftlichen und politischen Stützen des Apartheidregimes zu gehören.

Wirtschaftssanktionen mögen für sich allein zwar noch nicht zu einer Wende in Südafrika führen. Der Kampf wird vielmehr direkt im Land selber ausgetragen. Aber Sanktionen allein können wohl verhindern, dass es zu einem unvorstellbaren Blutbad kommen wird. Zwar sind die Regierung

Botha und ihre Adlanten krampfhaft bemüht, die Sanktionen als unwirksam zu bezeichnen. Die südafrikanische Presse wird mit rigoroser Zensur zu amtlich verordnetem Optimismus genötigt. Alle Indizien sprechen jedoch untrüglich dafür, dass sich Südafrika auf eine Belagerungswirtschaft hinbewegt, die auf die Dauer so nicht aufrechterhalten werden kann. Zu nachhaltig sind die Auswirkungen der Sanktionen, und zu nachhaltig sind die Auswirkungen der Desinvestitionen grosser Konzerne wie IBM, General Motors, Coca Cola, Barclays usw.

Die politischen Reaktionen machen im übrigen auch klar, wer von den Massnahmen in erster Linie betroffen ist. Es ist das Apartheid-Regime selber, das um sein politisches und wirtschaftliches Überleben kämpft, langfristig ebenso vergeblich, wie es die weisse Minderheit in Rhodesien getan hat.

Die Schweiz hat lange, zu lange, nicht wahrhaben wollen, wie kriminell beispielsweise das Marcos-Regime auf den Philippinen tatsächlich war. Sie musste es nach dem Sturz zur Kenntnis nehmen. Die Unrechtsqualität der Apartheid-Regierung, des Apartheid-Regimes von Südafrika, übertrifft diejenige des Marcos-Regimes um ein Vielfaches. Es wäre höchste Zeit, dass die offizielle Schweiz dies zur Kenntnis nehmen und danach handeln würde, bevor es zu spät ist.

Steinegger, Berichterstatter: Unser Rat hat bisher zu Südafrika folgende Petitionen erhalten:

Eine Petition vom 24. September 1985 der Anti-Apartheid-Bewegung der Schweiz, eine weitere Petition vom 27. November 1986 der Anti-Apartheid-Bewegung der Schweiz zur Kenntnisnahme – diese Petition ist eigentlich an die Südafrikanische Botschaft gerichtet –; ferner eine Pétition pour des sanctions suisses contre l'Afrique du Sud des SOS Racisme Vaud vom 13. Dezember 1986.

Die Petitions- und Gewährleistungskommission hat die Petition vom 24. September 1985 dem Departement für auswärtige Angelegenheiten zugestellt, weil ja im Nationalrat zwei Interpellationen hängig sind. Die Kommission ging davon aus, dass die in den Petitionen aufgeworfenen Fragen im Zusammenhang mit diesen Interpellationen behandelt werden. Zudem sind die in der Petition geforderten Massnahmen gegen Südafrika praktisch identisch mit den in der Interpellation der sozialdemokratischen Fraktion vom 16. September 1985 zur Diskussion gestellten Massnahmen. Ueberdies ist, soweit die Petition Fragen des Kapitalexportes anschnidet, das Problem bereits im Zusammenhang mit einer Motion Leuenberger-Solothurn behandelt worden. Die Motion ist am 4. Oktober 1985 als Postulat überwiesen worden. In diesem Zusammenhang ist von Bedeutung, dass gemäss Artikel 8 des Bankengesetzes nur wirtschaftliche Landesinteressen die Bewilligungspflicht von Kapitalexporten rechtfertigen und nicht irgendwelche andere Interessen. Gemäss einem Antrag vom 1. Oktober 1986 möchte nun Kollege Rechsteiner die Petition als Motion an den Bundesrat überweisen. Die Kommission hat sich mit dem Antrag Rechsteiner nicht konkret befasst. Aus der Kenntnisgabe an das Departement für auswärtige Angelegenheiten ist allerdings zu schliessen, dass die Kommission eher der Meinung war, dass es sich nicht um ein Begehren handelt, das zur Ueberweisung als Motion geeignet ist.

Aufgrund der Diskussion zur Motion Leuenberger ist bekannt – das hätte Kollege Rechsteiner eigentlich wissen müssen –, dass die Bewilligungspflicht für Kapitalexporte rechtlich problematisch ist. Deshalb wurde ja auch damals die Ueberweisung als Postulat und nicht als Motion beschlossen.

Ein zweites Problem betrifft die Kompetenzverteilung bei der Gesetzgebung über die Luftfahrt. Gemäss Luftfahrtgesetz ist die Benützung des Luftraumes über der Schweiz grundsätzlich gestattet. Allerdings darf der Bundesrat – und nicht das Parlament – mit Rücksicht auf die öffentliche Ordnung und Sicherheit oder aus andern Gründen die Benützung des schweizerischen Luftraumes dauernd oder zeitweise verbieten oder einschränken. Ueberdies ist die Swissair eine private Aktiengesellschaft. Die Beteiligung der

öffentlichen Hand liegt bei etwa 23 Prozent, und sie hat eine Konzession für gewerbsmässige Luftfahrt. Konzessionsbehörde ist wiederum nicht das Parlament, sondern das Eidgenössische Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement. Dieser Antrag auf Motion wirft die alte Frage auf, ob mittels Motion verlangt werden kann, dass der Bundesrat Massnahmen ergreife, die in seinen verfassungsmässigen oder gesetzlichen Zuständigkeitsbereich fallen, also in den Zuständigkeitsbereich des Bundesrates und nicht in den des Parlamentes. Das Büro des Ständerates hat sich mit seinem Bericht betreffend Revision des Geschäftsverkehrsgesetzes vom 19. Juni 1986 eindeutig gegen die Zulassung derartiger Motionen ausgesprochen. Auch die Mehrheit der Staatsrechtslehrer ist dieser Auffassung; ich verweise auf ein Gutachten von Professor Eichenberger und auch auf Jean-François Aubert im *Traité constitutionnel suisse*.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	84 Stimmen
Für den Antrag Rechsteiner	41 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

85.540

Interpellation der sozialdemokratischen Fraktion Südafrika. Massnahmen der Schweiz Interpellation du groupe socialiste Politique envers l'Afrique du Sud

*Wortlaut der Interpellation vom 16. September 1985,
siehe Seite 478 hiavor
Texte de l'interpellation du 16 septembre 1985,
voir page 478 ci-devant*

85.532

Interpellation der Fraktion der PdA/PSA/POCH Südafrika. Haltung der Schweiz Interpellation du groupe PdT/PSA/POCH Afrique du Sud. Attitude de la Suisse

Wortlaut der Interpellation vom 16. September 1985
Die Regierung Südafrikas greift zu grausamen Unterdrückungsmassnahmen, um die Beherrschung der grossen schwarzen Mehrheit durch die weisse Minderheit aufrechtzuerhalten. Seit Beginn dieses Jahres sind mehr als 800 Schwarze getötet, zahlreiche Todesurteile gefällt und Tausende von Menschen verhaftet worden. Mit ihren besonders intensiven politischen und wirtschaftlichen Beziehungen zu Südafrika unterstützt die Schweiz die rassistische Regierung und ihre Repressionspolitik unmitelbar. Während mehrere Länder zu konkreten Massnahmen, wie zum Beispiel wirtschaftlichen Sanktionen, gegriffen haben, hat die Schweiz sich bis jetzt mit einer zaghaften Verurteilung begnügt. Dies genügt nicht.

Texte de l'interpellation du 16 septembre 1985

Pour maintenir la domination de la minorité blanche sur la grande majorité noire, le gouvernement de l'Afrique du Sud se livre à une féroce répression. Depuis le début de l'année plus de 800 Noirs ont été tués, de nombreuses condamnations à mort ont été prononcées et les arrestations se comptent par milliers.

Par ses relations politiques et économiques, particulièrement importantes, la Suisse apporte un soutien direct au gouvernement raciste sud-africain et à sa politique de répression.

Face à cette situation plusieurs pays ont pris des mesures concrètes, telles que des sanctions économiques alors que la Suisse s'est contentée jusqu'à maintenant d'une timide condamnation. La Suisse ne peut en rester là.

Sprecher – Porte-parole: Magnin

M. Magnin: Bien que cette interpellation, pour laquelle l'urgence nous fut refusée, ait été déposée il y a plus d'une année déjà, elle reste tragiquement d'actualité. En effet, depuis la déclaration de l'état d'urgence, en juillet 1985, la situation n'a cessé de s'aggraver. La répression est devenue de plus en plus féroce, elle n'épargne personne, hommes, femmes, enfants sont massacrés par centaines, voire par milliers. Les prisons regorgent de monde, le nombre des personnes emprisonnées est évalué à près de 20 000. La torture y est journalière.

Tout récemment, le gouvernement sud-africain a dû reconnaître que plusieurs centaines d'enfants, de douze à quinze ans, sont emprisonnés dans des conditions que je vous laisse deviner. Comme vous le savez, la presse nationale et internationale a été complètement muselée.

Lors du débat de politique étrangère, l'on a beaucoup parlé, à cette tribune et également dans la réponse du Conseil fédéral, des droits de l'homme. Alors, s'il est un pays sur lequel le Conseil fédéral et le chef du Département des affaires étrangères, à raison très préoccupés par le problème des droits de l'homme, devraient prendre position clairement, c'est bien l'Afrique du Sud, parce que là, les droits de l'homme ne sont pas seulement bafoués, ils n'existent pratiquement pas. Mais malgré les massacres et les souffrances, la lutte du peuple sud-africain ne se relâche pas. Au contraire, elle s'intensifie et le régime est plongé dans une crise profonde, tant au niveau économique que politique.

Depuis 1980, la dette sud-africaine a quadruplé et s'élève à plus de 24 milliards de dollars dont 14 remboursables à court terme. L'Afrique du Sud est donc très dépendante des capitaux étrangers. Malheureusement, les grandes banques suisses sont devenues ses meilleurs bailleurs de fonds. On pourrait citer de très nombreux chiffres à l'appui de cette affirmation. Nous nous bornerons à en énumérer quelques-uns particulièrement éloquentes et ils proviennent de publications émanant de la Banque nationale.

De 1980 à 1984, les créances de l'ensemble des banques suisses à l'égard de l'Afrique du Sud se sont accrues de 227 pour cent, celles des grandes banques, Union de Banques Suisses, Société de Banque Suisse, Crédit Suisse, Banque Leu et Banque Populaire Suisse, de 338 pour cent. Si nous prenons la position nette, c'est-à-dire les créances suisses moins les dettes suisses à l'égard de l'Afrique du Sud, la tendance est encore plus forte. Toutes banques confondues, la position nette des avoirs en Afrique du Sud est, en 1984, de 400 pour cent plus élevée qu'en 1980 et pour les cinq grandes banques elles-mêmes, dont l'UBS, de 75 pour cent plus élevée.

Depuis 1981, la part des crédits destinés aux banques et aux autorités sud-africaines s'est considérablement accrue au détriment des secteurs non bancaires et non étatiques. En 1984, les banques et les autorités sud-africaines s'arrogeaient les 57 pour cent, soit 2 milliards 600 millions de francs, des crédits opérés en Afrique du Sud. Cette statistique provient de la Banque nationale suisse et elle date de 1984.